



**HAL**  
open science

## Quel est l'impact du genre sur l'enquête de terrain en sciences sociales ?

Samy Cohen, Nonna Mayer, Maena Berger, Marielle Debos

### ► To cite this version:

Samy Cohen, Nonna Mayer, Maena Berger, Marielle Debos. Quel est l'impact du genre sur l'enquête de terrain en sciences sociales ?. 2024, 40 p. hal-04721928

HAL Id: hal-04721928

<https://sciencespo.hal.science/hal-04721928v1>

Submitted on 4 Oct 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License



Compte rendu de la 69<sup>e</sup> séance

## **Quel est l'impact du genre sur l'enquête de terrain en sciences sociales ?**

12 février 2024

Nonna Mayer dit son plaisir d'ouvrir cette 69<sup>e</sup> séance du séminaire « Les sciences sociales en question », consacré aux problèmes de méthode, aux coulisses de la recherche<sup>1</sup>. Aujourd'hui elle aborde le problème des difficultés spécifiques que rencontrent les femmes sur leurs terrains de recherche et, au-delà des femmes, l'impact du genre sur les enquêtes de terrain. Pour en parler deux chercheuses ont été invitées, l'une travaille sur la Syrie, à partir des pays frontaliers et l'autre a longtemps travaillé sur le Tchad, qui vont faire part de leurs expériences de terrain.

---

<sup>1</sup> Compte rendu du séminaire et des débats relu et repris par les intervenantes.

Maena Berger (CESSP/EHESS), fait sa thèse de doctorat en sociologie sur les nouvelles formes de coproduction de l'information à partir du conflit syrien, et notamment sur la relation entre les reporters occidentaux et les « fixeurs ». C'est-à-dire les personnes sur place qui aident les journalistes et dont le rôle est fondamental, surtout sur des terrains difficilement accessibles. Elle est aussi très engagée sur le sujet des violences sexistes et sexuelles sur les terrains de recherche en sciences humaines.

Marielle Debos (ISP, Université de Paris Nanterre), ancienne membre junior de l'IUF, passée par l'Institute for Advanced Study of Princeton, a travaillé sur les violences politiques, les conflits armés et les politiques postcoloniales de la France en Afrique, en particulier au Tchad. Aujourd'hui, elle s'intéresse plus particulièrement aux technologies d'identification et à la biométrie, et elle vient de publier un article pour la revue *Critique internationale* qui résonne avec la séance d'aujourd'hui, « Genre, sécurité et éthique, Vade-mecum pour l'enquête de terrain »<sup>2</sup>. La discussion enfin sera collective, animée par les Chouettes, un groupe de chercheuses du CEE mobilisées autour des questions de genre.

## **Maena Berger**

Merci beaucoup pour cette invitation. Je suis évidemment ravie d'être là et de pouvoir participer à cet échange avec vous. Alors, effectivement, je vais surtout parler de la question des violences sexistes et sexuelles sur les terrains de recherche.

Un terrain de recherche, expérience singulière, est aussi une expérience collective. Et en tant que femme, on va être confrontée à des contraintes, à des risques spécifiques liés à cette variable du genre, qui s'imbrique, bien entendu, avec d'autres variables comme la race, l'âge ou encore la classe sociale.

---

<sup>2</sup> *Critique internationale* 100(3), 2023, pp. 59-73.

Ces risques, c'est notamment celui de subir des violences sexistes et sexuelles (VSS) qui n'ont évidemment aucune raison de disparaître lorsqu'on fait de la recherche de terrain. En réalité, l'enquête accentue ces risques à différents degrés, en fonction de plusieurs choses : de la formation ou plutôt de la non-formation sur ces questions, les conditions d'enquête, la méthode mobilisée, la population d'enquête, l'expérience de la chercheuse.

Je vais donc vous parler de la question des VSS sur les terrains d'enquête, question au cœur d'un collectif dont je fais partie et dont je vais vous parler aujourd'hui, le collectif du Blog d'auto-défense contre les agressions sexistes et sexuelles dans l'enquête en sciences sociales (BADASSES). Le collectif s'est construit à la suite d'expériences personnelles de violence sur le terrain de deux d'entre nous, qui ont commencé à discuter et à vouloir lancer une structure qui puisse centraliser des ressources et initialement récolter des témoignages, pour montrer à quel point ces expériences de violence ne sont pas isolées et qu'il est nécessaire de se saisir de cette question.

Avec ce collectif, on a commencé à élargir l'équipe et à travailler ensemble à la suite d'une table ronde qui portait sur le genre de l'enquête et dans lequel on a notamment discuté à quel point la question des VSS, avant, pendant et après le terrain, représentait un impensé dans le monde académique.

On a décidé de monter un blog (<https://badasses.hypotheses.org>) en partant de quatre grands constats :

- Le premier est celui de l'invisibilisation, qui est presque totale sur la question des VSS subies par les chercheuses au cours de leurs enquêtes. C'est une question qui fait encore l'objet d'un vrai tabou en sciences sociales et même si certaines chercheuses l'évoquent à partir de leurs propres expériences, elle reste très peu abordée et surtout, reste absente des questionnements méthodologiques.

- Le deuxième constat, c'est que cette invisibilisation, ce tabou, va de pair avec toute une série d'injonctions et avec la valorisation de certaines pratiques d'enquête qui peuvent conduire les chercheuses à se mettre en danger. Dans nos imaginaires, l'enquête de terrain reste encore perçue comme un dépassement de soi, voire un sacrifice pour son enquête, avec l'idée qu'il faut être prête à accepter tout et n'importe quelle situation, n'importe quelle condition pour collecter des données, et que toute donnée est importante et bonne à prendre. Cette approche qui repose principalement sur une approche viriliste de la manière de voir le terrain, s'accompagne aussi d'une injonction à l'intimité avec les personnes que l'on rencontre et que l'on interroge, avec cette idée que plus on serait proche d'un enquêté, meilleures seraient les données. Et ces injonctions-là, qu'on nous transmet plus ou moins consciemment et plus ou moins directement, encouragent les chercheuses à multiplier les situations qui sont potentiellement dangereuses, qui nous mettent dans des positions de vulnérabilité, et donc qui augmentent les risques de VSS.

- Le troisième constat est celui de l'absence de prise en charge par les universités, les écoles doctorales et les laboratoires de ces violences et de ces questionnements, qui sont en fait des vrais questionnements méthodologiques. Au sein du collectif, on est dans des universités différentes, on a des parcours académiques différents, on s'inscrit dans des disciplines différentes et pourtant on a toutes relevé l'absence de ces questions au cours de nos différentes formations et notamment en cours de méthodologie, y compris dans les manuels qu'on a pu lire où cette question n'apparaît pas du tout et où ces risques de violences ne sont absolument pas abordés.

- Ensuite, le quatrième constat qui découle des trois premiers, est celui de l'absence d'espace où pouvoir discuter ensemble de ces questions, échanger sur nos expériences et réfléchir à des moyens pour nous protéger, nous défendre, sans que

cela remet en cause notre légitimité de faire du terrain, y compris sur des terrains dits difficiles, dangereux.

Ces différents points mettent en lumière ce tabou qui a de nombreuses conséquences. Je vais vous en donner les trois principales. La première est le sentiment de culpabilité parmi les chercheuses victimes de VSS sur le terrain. C'est un mécanisme classique qu'on retrouve chez les victimes de violences sexuelles. Comme on a l'impression que ça n'arrive à personne d'autre, puisqu'on ne le sait pas et qu'on n'en parle pas, c'est donc de notre faute. Ça voudrait dire qu'on est une mauvaise chercheuse, qu'on n'a pas su anticiper, qu'on commet des erreurs et qu'on n'a pas notre place dans le monde de la recherche.

Une autre conséquence de ce tabou est la minimisation des effets de ces violences sur notre santé mentale, évidemment, et donc sur nos terrains et sur nos enquêtes qui peuvent nous conduire parfois à les reconfigurer de manière importante, parfois à changer de sujet voire en arriver à l'interruption tout simplement de la thèse ou d'une carrière. Une troisième conséquence plus générale, c'est qu'on ne dispose pas vraiment d'outils conceptuels, de savoirs féministes, pour comprendre ce qui se joue et donc pour essayer le plus possible d'anticiper ces situations, de s'en protéger.

Donc on peut avoir tendance à se conformer à cette approche viriliste de l'enquête de terrain, où il s'agit, comme je le disais, d'être prête à se sacrifier, voire à concevoir le terrain, la souffrance, un peu comme une sorte de rite de passage par lequel il faudrait passer pour se sentir légitime.

Par conséquent, on s'en rend compte *a posteriori* en creusant un petit peu le sujet. Mais ce serait bien de ne pas en arriver à se faire agresser, pour prendre conscience de ces questions-là.

C'est là que les enseignants, les enseignantes, les encadrants et les encadrantes doivent pouvoir avoir l'espace et les formations nécessaires pour fournir des enseignements méthodologiques qui viennent un peu déconstruire ces mythes, les questionner, proposer des réflexions sur d'autres manières, peut-être, de faire du terrain.

Evidemment, l'idée n'est pas de produire de nouvelles injonctions à la prudence, d'autant plus envers des étudiantes en master et des doctorantes, qui, en tant que jeunes chercheuses, doivent faire leurs preuves et s'insérer dans un milieu qui, malgré tout, valorise, en fait, des prises de risque sur le terrain.

L'idée n'est pas non plus de tenir les femmes responsables des risques qu'elles auraient choisi de prendre, mais c'est bien de prendre le temps et l'espace pour discuter de ce que ça implique, de proposer des alternatives et parfois de fournir, dans la mesure du possible, des outils pour se préparer à l'enquête.

Pour conclure, je vais rapidement vous parler du blog en tant que tel. C'est un blog « hypothèses » qu'on a créé pour avoir cet espace d'autodéfense qu'on a perçu comme un espace de parole, pour témoigner, pour échanger sur nos expériences respectives et pour partager aussi des ressources, et, à terme, pour faire pression sur le milieu académique afin que des cellules spécifiques soient installées et pour que ces questions aient une vraie place en cours méthodologique, en séminaire de recherche, dès le master.

Sur ce blog, il y a plusieurs rubriques dont quatre principales. Il y a celle des témoignages, qui accueille des témoignages anonymes de personnes qui ont subi des violences au cours de leur enquête ou bien qui se sont confrontées à ces questions-là. La forme des témoignages est libre, l'idée est de laisser un espace à la personne pour analyser ce qui lui est arrivé. L'idée aussi, en accueillant un certain nombre de témoignages, était de montrer qu'il ne s'agissait pas des cas isolés. On s'attendait à avoir un peu plus de témoignages, parce qu'en en parlant autour de nous, il y avait beaucoup de témoignages oraux, mais on s'est rendu.e.s compte aussi à quel point il

est difficile d'écrire un témoignage, difficile d'envoyer un témoignage à un collectif pas identifiable et *via* un formulaire anonymisé. Donc on est en train d'y réfléchir à ce point.

Ensuite, on a une rubrique qui s'appelle « Atelier », qui propose notamment des arpentages, c'est-à-dire une méthode de lecture collective, qui nous permettent de discuter collectivement de livres ou d'articles qui traitent de ces questions. Puis, la rubrique « Bibliographie » recense les références qui nous semblent importantes et intéressantes sur ces questions. C'est une bibliographie collaborative, qu'on continue à nourrir selon les publications et recommandations. Enfin, on a également un onglet sur les ressources disponibles en cas de besoin d'accompagnement psychologique ou juridique.

On est également en train d'essayer de monter un groupe de travail et de nous auto-former pour proposer des formations spécifiques sur ces questions, et aussi pour pouvoir intégrer les questionnements méthodologiques dans nos propres pratiques d'enseignement, en méthodologie notamment.

En parallèle, on mène aussi une série d'entretiens auprès d'encadrants et d'encadrantes dans le but de comprendre les ressorts du silence fait sur ces questions et de voir comment certains et certaines s'adaptent et réagissent lorsqu'ils ou elles sont confronté.e.s à des étudiants et des étudiantes ayant subi des violences. On aimerait pointer le manque de formation et par là même le manque de clés de compréhension, d'outils et de ressources dont souffrent les encadrants et encadrantes pour faire face à ce type de situation.

Donc, plus globalement, on cherche à rendre compte de l'ampleur de ce type de violences qui s'articulent à d'autres violences, à pointer l'inaction des personnes et des institutions qui sont censées nous former à la prise de risque, nous y préparer correctement et, bien sûr, nous accompagner sur les difficultés personnelles et scientifiques qu'amènent ces problèmes.

J'ajouterai quelques petites remarques qui me semblent importantes. Il y a cette question qui revient souvent, je trouve, quand on parle des difficultés auxquelles on est confrontées en tant que femmes sur nos terrains, c'est celle d'accepter ou non des conditions qui nous mettent potentiellement plus en danger, comme le fait de se rendre au domicile d'un « enquêté », par exemple. Avec souvent l'idée qu'y aller nous donnerait la possibilité d'accéder à des informations essentielles. Et j'ai l'impression qu'on ne se pose même plus la question de savoir si c'est vraiment intéressant, vraiment pertinent pour notre objet de recherche. De manière générale, aller chez un « enquêté » nous met effectivement dans une position où le risque d'agression est plus grand que quand on se rend dans un café l'après-midi, évidemment. Mais ce risque peut aussi, je crois, être accentué en fonction des conditions de l'enquête. Par exemple, le fait d'être entourée peut nous permettre de mobiliser des gens. Au besoin, on peut envoyer un message à une personne de confiance, voire demander à cette personne de nous accompagner. Le fait de ne pas être isolée peut nous permettre de se sentir plus en confiance et donc d'être pleinement dans une démarche d'enquête. À l'inverse, être isolée ou en situation de stress peut nous ramener à notre position de femme potentiellement en danger et ce cadre ne nous permet pas de récolter des informations pertinentes. On n'est plus dans notre enquête. Je ne dis pas que les conditions d'enquête dans lesquelles on n'est pas isolée ne peuvent pas aussi entraîner des peurs ou des agressions. Ce qui est important je crois, c'est la vulnérabilité. Et évidemment, plus cette vulnérabilité est forte, plus les risques sont grands. Cette vulnérabilité peut être liée à l'âge, au manque d'expérience, au manque de formation et donc aussi à cette question de l'isolement.

Les violences, qu'elles soient subies ou craintes, ont des répercussions sur nos enquêtes et en tant que femmes sur le terrain, on est constamment confrontées à ce type de peur, à ces questionnements sur les risques qu'on est prêtes à prendre ou non. Faire « plus attention » ne signifie évidemment pas qu'on peut être totalement protégée de toute agression mais il s'agit d'être mieux préparée. Par exemple, le fait d'identifier des « personnes ressources », avec qui on peut parler de ces questions, voire obtenir des informations claires sur une personne et nous permet d'agir en fonction de ces informations. Même s'il est désolant de constater que, malgré tout, se

protéger sur son terrain des risques liés à notre genre nous fait perdre des données et impacte notre enquête, mais finalement, les pertes liées à la prise de risques sont parfois toutes aussi grandes comme le fait de se retrouver dans un état de stress où c'est compliqué de prendre des notes, de penser son enquête. Mais, il est toujours important de le rappeler, aucun « enquêté », aucune donnée n'est indispensable et l'enquête ne mérite pas qu'on se mette ou qu'on se sente en danger.

Je conclurai sur une des limites qui n'est pas encore très claire pour moi, mais que je voudrais aborder et que peut-être on peut prolonger dans la discussion, c'est la question de l'intentionnalité. Par exemple, il arrive souvent de recevoir des messages qui sortent du cadre professionnel, des messages ambigus. Or, on ne peut jamais vraiment savoir l'intention réelle du message. Mais la crainte qu'on peut ressentir dans ces moments – qu'elle soit justifiée ou non, ce n'est pas le sujet – peut avoir des impacts sur les conditions du terrain. C'est bien le problème des agressions, de manière générale, ce sont souvent des propositions indirectes, détournées, et j'ai le sentiment que les agresseurs jouent là-dessus pour pouvoir se défendre. Dans le même temps, du coup, c'est difficile de savoir si des sollicitations peuvent potentiellement conduire à des risques d'agressions ou non. En fait, j'ai l'impression de me retrouver, parfois, avec un peu un biais où je considère la moindre invitation comme une invitation sexuelle ou ambiguë et potentiellement dangereuse, et donc, de me fermer, potentiellement, plusieurs opportunités de terrain, scientifiquement. J'ai l'impression d'analyser tout par ce prisme, alors qu'en fait, il y a plein de fois où on ne sait pas, où ce n'est pas clair... Et je finirai sur cela, j'ai l'impression qu'adopter une posture d'évitement de toute situation qu'on considère potentiellement dangereuse pour nous va renforcer les formes de dépendance qu'on peut avoir envers des enquêtés. L'anticipation des violences devient un des éléments qui définit qui vont être les interlocuteurs privilégiés, et donc, comme n'importe quelle forme de dépendance, on a moins de recul par rapport à ce qu'ils nous disent, par rapport à leurs discours, et ils peuvent aussi avoir une forme de contrôle sur ce qu'on peut faire ou non sur nos terrains, qui on peut rencontrer ou pas et se retrouver dans des situations où une personne nous dit comment faire notre terrain et où ce n'est plus nous qui jugeons les risques qu'on est prêtes à prendre ou pas.

## **Marielle Debos**

Je suis absolument ravie de participer au séminaire et d'intervenir avec une membre du Blog d'auto-défense contre les agressions sexistes et sexuelles dans l'enquête en sciences sociales, qui fait un travail vraiment important. Je vais vous parler de l'article « Genre, sécurité et éthique » que j'ai publié dans la revue *Critique internationale*. C'est un texte qui reprend trois réflexions distinctes, mais évidemment liées.

Tout d'abord, des réflexions théoriques et méthodologiques sur la positionnalité (notre position sociale) et le genre sur le terrain. Ensuite, des réflexions plus personnelles sur ma propre enquête de terrain, dans un retour réflexif mené à l'occasion de mon habilitation à diriger des recherches. Enfin, c'est un texte qui est inspiré directement de ma pratique d'enseignante, d'encadrante de mémoire et de co-directrice de thèse. Un rôle que j'ai depuis un certain nombre d'années, puisque mon premier doctorant s'est inscrit en 2015.

Le texte est composé de deux parties. La première partie rassemble des réflexions sur le terrain. Je situe ce retour réflexif sur mes propres enquêtes dans la littérature sur le genre, les savoirs situés et la division genrée et internationale du travail académique. La deuxième partie rassemble des conseils pratiques pour l'enquête de terrain sous la forme d'un vade-mecum. Celui-ci aborde plusieurs questions du point de vue du genre, et notamment les violences sexistes et sexuelles. Cette partie donne aussi des conseils sur les terrains à l'étranger.

J'avais rédigé le vade-mecum exclusivement pour la formation des étudiants et des étudiantes du Master Recherche de Nanterre. J'avais voulu mettre à l'écrit des conseils. J'avais senti le besoin d'avoir un document écrit comme base de discussion. J'ai partagé ce document avec des collègues hors de Nanterre. Des membres du comité de rédaction de *Critique internationale* qui avaient vu ce papier circuler m'ont invitée à le publier. C'est ainsi qu'est né ce projet d'article.

Dans ce texte, je défends deux idées principales. Premièrement, il faut penser ensemble les questions théoriques, méthodologiques, épistémologiques et les questions très concrètes sur l'accès au terrain. Les grandes questions que l'on se pose en sciences sociales n'ont de valeur que si on les articule avec une réflexion sur les stratégies de protection de soi et des autres. Autrement dit, il faut penser les conditions de production des savoirs en sciences sociales dans leur matérialité, en prêtant attention aux détails. Comme on le sait, le diable est aussi (surtout !) dans le détail.

Par exemple, on peut écrire sur l'extractivisme en sciences sociales, c'est-à-dire le fait d'exploiter les informations des *native informants* sur nos terrains. On peut écrire sur les rapports de pouvoir dans le monde académique internationalisé. Mais ça n'a évidemment de sens que si on interroge nos propres pratiques.

La deuxième idée clé de l'article (sur laquelle je vais insister aujourd'hui), c'est que nous, les chercheuses, devons réinventer une manière de penser et de faire du terrain entre, d'un côté, les injonctions paternalistes à la prudence et, de l'autre, le déni des difficultés rencontrées. On est dans un moment historique où on parle enfin des difficultés que nous rencontrons. Le collectif Badass contribue à cette réflexion sur les façons de faire et de penser le terrain.

Qu'est-ce que j'appelle les « injonctions paternalistes à la prudence » ? Avec ce séminaire, l'intervention de Maena et quelques autres initiatives, on a enfin une discussion sur les violences sexistes et sexuelles. Il ne faudrait pas que cette ouverture de la discussion se retourne contre nous. Que répondre à ceux qui l'utiliseraient pour renvoyer les chercheuses chez elles au prétexte qu'elles pourraient être harcelées ou agressées sexuellement ?

La première chose à faire, c'est d'affirmer que faire une enquête sur un terrain difficile, dans un milieu hostile, c'est un choix féministe. Que ce terrain difficile soit au bout du monde ou juste en bas de chez nous, nous devons pouvoir décider pour nous-mêmes des risques que nous voulons prendre ou non. Nous devons aussi décider des

stratégies de terrain qui nous conviennent. Ces stratégies ne sont pas les mêmes pour toutes.

La partie vade-mecum de l'article est prescriptive - j'assume ici un petit côté « prof » qui donne des conseils de façon assez directe aux étudiantes et étudiants. Je donne toutefois ces conseils sans jamais porter un jugement ni jamais avoir un point de vue moral sur ce que nous pouvons faire ou non. J'insiste dans l'article sur l'*agency* des étudiantes et des jeunes chercheuses qui doivent décider pour elles-mêmes parmi la panoplie des stratégies de protection de soi, celles qui leur conviennent.

Je vais parler maintenant du déni des difficultés rencontrées. Nous sommes plusieurs générations de chercheuses à avoir travaillé sur des terrains plus ou moins difficiles et à avoir passé sous silence les difficultés que nous avons rencontrées. C'est ce que j'ai moi-même fait. Je reviens rapidement sur mon expérience. J'ai fait ma thèse sur les frontières de la guerre et de la paix au Tchad et sur les trajectoires des combattants. J'ai fait un terrain sur les marges de la guerre. Je n'étais pas sous le feu des balles, je n'étais pas au milieu des combats. C'était surtout un choix de prudence. Cette position en marge de la guerre a aussi un intérêt théorique et méthodologique, celui de penser la guerre à partir de ces espaces et de ces temps où il n'y a pas de violence apparente, où il n'y a pas de coups de feu, mais où les violences sont invisibilisées et routinisées.

J'ai travaillé sur ce que j'ai appelé le métier des armes, c'est-à-dire le métier exercé par ces hommes en armes qui passent des forces régulières aux forces rebelles, au banditisme de grand chemin. J'ai enquêté sur ce que ces combattants font quand ils ne combattent pas. Je montre que c'est un métier qui est non seulement exercé par des hommes, mais qui est aussi pensé comme exclusivement masculin par ceux qui le pratiquent. J'ai enquêté dans les zones grises entre guerre et paix, que j'ai appelées l'entre-guerres. J'ai montré comment les hommes et les femmes naviguent dans un ordre social, genré et militarisé, façonné par une masculinité combattante.

Dans l'article paru dans *Critique internationale*, je parle d'une agression sexuelle sur ce terrain, sujet sur lequel je n'avais jamais écrit auparavant. En relisant l'introduction du livre issu de ma thèse, je réalise que j'étais alors dans le déni des difficultés que j'avais rencontrées. J'évoque la sexualisation des femmes, mais en des termes euphémisés. J'insiste surtout sur ma position de femme blanche étrangère qui peut circuler entre des espaces de sociabilité masculin et féminin. Les deux sont vrais.

En tant que femme, j'ai été sexualisée. Mais parce que j'étais une femme blanche étrangère, je pouvais aussi fréquenter des espaces exclusivement masculins et parler de sujets qui sont considérés comme masculins, c'est-à-dire la politique, les affaires politico-militaires, la lutte armée (ce qui aurait été difficile si j'avais été tchadienne). Dans l'introduction du livre, j'ai insisté non sur les violences subies mais sur ma capacité à fréquenter des milieux masculins. Je mettais ainsi en avant les expériences positives sur le terrain. Il y a à cela deux raisons principales. D'une part, on ne peut pas écrire sur ce qu'on préfère oublier. Une logique du déni donc. D'autre part, je ressentais le besoin de prouver aux lectrices et lecteurs (peut-être surtout aux lecteurs) que j'étais bien une vraie chercheuse de terrain, une chercheuse légitime dans le champ d'études des conflits armés.

Des années plus tard, il m'a semblé important de parler de cette agression, parce que ce n'est justement pas un accident de parcours dans la vie d'une chercheuse. C'est une expérience qui est malheureusement ordinaire. On le comprend quand on a des discussions avec des collègues de différentes générations. Ces témoignages existent sur le blog des Badasses. Il m'a semblé aussi important qu'une chercheuse d'une autre génération, qui n'a plus à prouver sa légitimité sur des terrains en guerre, l'écrive et que son témoignage paraisse dans une revue académique.

Je voudrais aussi dire quelques mots aussi de mon enquête la plus récente. J'ai enquêté ces dernières années sur les technologies d'identification numérique et biométrique en Afrique et sur l'invention de ce marché.

J'ai fait le choix de faire une enquête sur les élites, de *study up*, pour reprendre le terme de Laura Nader.<sup>3</sup> J'ai délibérément utilisé de façon stratégique mes privilèges de femme blanche diplômée pour enquêter dans les milieux de la tech et du business. Comme celui des hommes en armes, ces milieux sont également masculins mais je n'ai pas connu les mêmes difficultés. Les milieux d'élite ne sont pas plus *safe* que d'autres ; on sait que les violences sexistes et sexuelles concernent tous les milieux, toutes les classes sociales. La différence est que je suis arrivée sur ce nouveau terrain en étant plus âgée. On est souvent moins sexualisée quand on prend quelques années. C'est plutôt une bonne nouvelle : ça permet d'être un peu plus tranquille et moins en danger.

Je suis aussi arrivée sur ce terrain, non pas en jouant la carte de la jeune chercheuse qui va poser des questions naïves. J'ai au contraire joué la carte de la docteure en sciences politiques qui a un poste à l'université pour interviewer les élites de la tech ou du business. Ma position sur le terrain est donc radicalement différente de celle que j'avais lors de mon enquête précédente.

Cette deuxième enquête m'a permis d'avoir une distance critique sur mon premier terrain. J'ai ainsi réalisé que mon silence n'était pas juste un silence vis-à-vis des autres et des collègues, mais un déni personnel de ce que j'avais pu vivre lors de ce premier terrain au Tchad. C'est un point essentiel pour comprendre le décalage entre mon expérience de terrain au Tchad, ce que j'en disais à l'époque et ce que j'en dis aujourd'hui.

J'aimerais insister sur l'importance de sortir du registre de la justification, c'est-à-dire le fait d'insister sur les avantages comparatifs à être une femme sur le terrain pour justifier de sa légitimité. La liste des avantages et désavantages, c'est une réflexion assez pauvre. On est pourtant nombreuses à avoir établi cette liste. On adopte cette approche quand on a le sentiment de devoir expliquer pourquoi, en tant que femme,

---

<sup>3</sup> Laura Nader, 'Up the Anthropologist: Perspectives Gained from Studying Up', in Hymes Dell (ed.), *Reinventing Anthropology*, New York, Pantheon, 1972, pp. 284-311.

on a fait une enquête qui est au moins aussi bien que celle qu'aurait faite un homme. Se réapproprier la question du terrain dans une perspective féministe, c'est étudier ce que le genre fait au terrain. C'est aussi, à un autre niveau, faire de nos expériences genrées sur le terrain des questions théoriques, méthodologiques et épistémologiques. Cela revient à réfléchir en sociologue (ou politiste) à notre position sur le terrain en allant au-delà des atouts et obstacles.

Pourquoi est-ce si difficile pour les (jeunes) chercheuses de faire du terrain en prenant en compte les risques, notamment celui des violences sexistes et sexuelles ? Première difficulté : la précarité et la compétition exacerbée poussent à la prise de risques. Les chercheuses précaires sont moins bien protégées par leurs institutions que les chercheuses en poste. Les jeunes chercheuses précaires ont plus de pression pour « réussir leur terrain », produire des résultats, et rendre une thèse dans un temps limité.

Le deuxième obstacle est le déni de scientificité. Dans le champ d'études des conflits, il y a une nouvelle génération de chercheuses qui ne devrait plus avoir besoin de prouver sa légitimité. Même si le contexte intellectuel et politique a changé depuis le mouvement Me too, il reste difficile de parler des violences subies sur le terrain. Il reste difficile de sortir du registre de la justification qui consiste à expliquer pourquoi, comme femmes, on fait aussi une vraie enquête de terrain auprès des combattants. Il y a encore un risque professionnel. J'étais très récemment dans un jury de thèse. La doctorante (aujourd'hui docteure) a une analyse réflexive très fine sur sa position sociale sur le terrain en termes de classe, de genre, de race et de nationalité – ce que j'ai salué dans mes commentaires sur sa thèse. Mais un autre membre du jury a interprété de façon très différente cette partie sur la méthodologie et lui a reproché de « se mettre des freins ». Son attitude était paternaliste et consistait à dire à la jeune chercheuse « quand on veut, on peut ». On sait que les chercheuses et chercheurs racisés ont des expériences similaires : le champ académique tend à relativiser la scientificité de leurs travaux et à les assimiler à des prises de position militantes. On a besoin d'une discussion scientifique sur la production de savoirs par les femmes

chercheuses et, plus largement, sur la production de savoirs par des chercheuses et chercheurs en position minoritaire.

La troisième difficulté, ou le troisième obstacle, c'est la fétichisation des terrains à risque, un processus éminemment genré. Maena en a parlé. Il faut sortir de la valorisation viriliste de l'exposition aux risques dans certains champs d'études. C'est important pour les recherches sur les conflits ou, par exemple, sur les pratiques autoritaires et la répression du militantisme.

Cette fétichisation s'accompagne parfois d'une exotisation des terrains lointains. Ces normes, au sein du champ académique, rendent difficiles ou coûteuses les discussions sur la protection de soi et sur les violences sexistes et sexuelles sur le terrain.

Le quatrième point que je veux aborder est l'idéalisation de l'immersion. L'enquête ethnographique, par définition, c'est l'immersion. L'enquête ethnographique est considérée comme « réussie » quand on est au plus proche de ses enquêtés. Or cet idéal de l'immersion est problématique quand il devient une injonction à abolir toute distance. Cette conception du terrain ethnographique comme abolition des distances est genrée. Elle a été avancée par des chercheurs hommes qui avaient beaucoup à gagner et très peu à perdre à abolir les distances et à être au plus près des enquêtés. On peut cependant penser autrement l'immersion, comme la prise en compte de ses propres limites et des limites de l'autre. Une perspective féministe sur l'ethnographie, ce n'est pas la recherche de la proximité à tout prix, mais une réflexion sur la bonne distance pour soi et pour les autres. C'est à la fois une question de sécurité et d'éthique. Louisa Lombard a publié un article très important et inspirant sur cette question<sup>4</sup>. Cette chercheuse qui a travaillé sur la guerre en Centrafrique, puis sur les Casques bleus du Rwanda, a proposé une reconceptualisation de l'enquête de terrain comme négociation des limites.

---

<sup>4</sup> Louisa Lombard, « The interpretation of relationships: Fieldwork as boundary-negotiation », *Ethnography*, March 2022 (<https://doi-org.acces-distant.sciencespo.fr/10.1177/14661381211069670>).

Nous devons avoir une discussion à deux niveaux. Un premier niveau concerne les choses concrètes que nous pouvons mettre en place et inclut le partage d'expériences. Le second niveau est théorique : comment peut-on reconceptualiser le terrain à partir de nos expériences ? Autrement dit, nos expériences ne sont pas des « problèmes de chercheuses » et encore moins des « problèmes de femmes ». Elles posent des questions qui sont théoriques, méthodologiques et épistémologiques.

Dernier point : on dit souvent que tous les terrains peuvent être difficiles. Et c'est vrai. Quel que soit le site de l'enquête, le fait même de faire du terrain nous rend vulnérables. Parce qu'on est dépendantes des personnes qui nous accordent des entretiens, qui nous accueillent, qui nous ouvrent des portes, qui nous transmettent les cartons d'archives. Certains terrains à risque sont proches de nous. Par exemple, travailler sur l'extrême droite (ce que je n'ai jamais fait) n'est pas facile. Travailler sur des histoires intimes n'est pas aisé non plus. Il n'y a pas de terrain qui soit sans risque.

Je voudrais malgré tout dire quelques mots des spécificités des terrains en guerre et du rapport à la violence. Enquêter auprès de personnes qui ont subi mais parfois aussi infligé des violences pose des questions spécifiques. En faisant cette enquête au Tchad, j'ai rencontré des hommes et des femmes qui avaient survécu à des attaques et avec des personnes blessées. C'est une discussion que je n'avais jamais eue avant de partir sur le terrain : que signifie mener un entretien avec une personne qui a perdu ses jambes au combat ? Comment lui parler de la guerre ? Toutes ces questions, j'ai dû me les poser. J'ai appris sur le tas et sans forcément avoir le recul nécessaire pour prendre les bonnes décisions au bon moment.

Je vais finir sur mon expérience d'enquête auprès de femmes ex-combattantes. Cette enquête s'est révélée particulièrement délicate. D'autres chercheuses ont aussi fait le constat qu'il était plus difficile de faire une enquête auprès de femmes combattantes

ou ex-combattantes qu'auprès d'hommes combattants ou ex-combattants. Kamina Diallo, qui a fait une recherche sur les ex-combattants et ex-combattantes en Côte d'Ivoire, explique dans sa thèse qu'il était beaucoup plus difficile pour elle de s'entretenir avec des femmes qui avaient fait l'expérience de la lutte armée. C'est aussi mon expérience au Tchad. Pourquoi ?

Tout d'abord, parce que le travail des femmes dans les rébellions tchadiennes est invisibilisé. Elles ne revendiquent pas leur participation à un groupe armé. Dans les années 2000, un groupe armé revendiquait l'enrôlement de femmes dans ses troupes, le Front uni du changement. J'ai fait une enquête dans la région où ces combattants et combattantes avaient été recrutées. Les hommes venaient me voir en me disant « Hier, tu as discuté avec mon cousin. Moi aussi, tu sais, j'étais dans la rébellion, il faut que tu me parles. » En revanche, les femmes, elles, se cachaient. Parce qu'elles n'étaient pas valorisées de la même façon, parce que leur participation à la lutte armée était stigmatisée. Certains hommes les mettaient en avant. Ils me disaient par exemple « tu sais que nous, dans nos troupes, on avait des femmes ». Mais ces femmes ne souhaitaient pas en parler. Leur commandante, c'est-à-dire celle qui était la plus visible dans la rébellion, a été assassinée. J'ai mis fin prématurément à cette enquête. La priorité était alors de ne pas mettre en danger celles que je devais rencontrer.

Mon enquête auprès des combattantes des autres groupes armés m'a amenée à me poser d'autres questions éthiques. Elles étaient pour la plupart revenues à la vie civile il y a plusieurs années et n'étaient pas ciblées par la répression. Il y avait cependant un autre problème : ces ex-combattantes discutaient avec moi parce qu'un homme leur avait dit de le faire, et non parce qu'elles le voulaient. Les ex-combattants hommes me disaient « il faut que tu rencontres ces ex-combattantes, je te les présente, on était ensemble dans la rébellion. » Quand je les rencontrais, je me rendais compte qu'elles ne souhaitaient pas parler avec moi de leur passé dans la rébellion. Elles avaient accepté de me parler parce qu'un homme leur avait demandé de le faire. Je n'ai pas insisté...

Dernière question, les expériences traumatisantes de la guerre. Le passage par la rébellion est souvent plus difficile pour une femme que pour un homme. Elles ont plus souvent été victimes de violences au sein même du groupe armé. Faut-il en parler avec elles ? Si oui, comment ? Je n'ai pas de réponse définitive à cette question. C'est une question éthique complexe. Ma préoccupation principale était de ne pas imposer une discussion à des personnes qui ne souhaitaient pas l'avoir et de ne pas réactiver de potentiels traumas.

J'aimerais conclure sur ce point : il faut savoir mettre fin à ou mettre en suspens une recherche. Il faut savoir poser des limites, comme le disait Maena. C'est important pour soi, mais aussi parfois les enquêtées. Avoir une approche féministe et éthique de l'enquête, c'est réfléchir aux limites pour soi et pour les autres.

### **Sandrine Lefranc**

D'abord, un très, très grand merci à toutes les deux. Je n'avais absolument aucun doute que ce serait un plaisir.

Les Chouettes est un groupe, pour l'instant, assez fermé, un groupe de femmes, une petite amicale rassurante au sein du CEE, qui est un laboratoire de science politique à Sciences Po. Le groupe, pour l'instant, n'a pas de contours. On envisage d'ailleurs de l'ouvrir, mais il n'a pas non plus de mission très définie pour l'instant, on réfléchit à ce dont on a besoin. Ça va d'un mécanisme de mentorat à un temps de discussion qui nous permette, lors de réunions officielles, assez souvent maîtrisées par nos collègues masculins, de nous allier pour faire une place aux voix féminines. On réfléchit aussi à des formations qui nous permettent de mieux parler, de mieux s'imposer dans ces réunions parfois assez déséquilibrées. On essaye de trouver des moyens de nous sentir un petit peu plus solidaires, un petit peu plus fortes. On regarde ce qui se fait ailleurs aussi. On a une collègue, Isabelle Guinaudeau, qui est à l'université de Zurich

et qui constate que beaucoup plus de choses y ont été développées en matière de promotion de l'égalité sexuelle qu'ici...

A partir de là, je poserais une question. J'apprécie beaucoup l'effort que vous venez de faire, pour recadrer la question en termes de professionnalisation du métier de recherche. C'est à la fois un enjeu spécifique, et général. Je vais essayer de pointer des questions qui s'adressent à nos institutions, c'est-à-dire, au fond, qu'est-ce qu'on peut préconiser à partir de ce type de réflexion collective ?

Aucune de nos institutions ne prend correctement en charge ce type de questionnement, entre surencadrement sécuritaire (par exemple les FSD : Fonctionnaires de sécurité et défense) et sous-accompagnement effectif. Au sujet du surencadrement sécuritaire, je voulais dire qu'ici même, dans cette salle, il y a quelques mois de cela, il y a eu un autre échange, pour le coup sur des terrains qui avaient à voir avec le judiciaire. Ce pouvait être des djihadistes, ce pouvaient être des gangs criminels brésiliens mais on nous demandait à nous, avec en face des magistrats, de réfléchir aux enjeux spécifiques de l'accès au terrain sur des questions judiciaires assez vives. C'est sur une anecdote que je veux m'arrêter. Nous avons eu un discours de la part d'un magistrat, qu'on peut qualifier de paternaliste, je crois que c'est un mot que vous avez prononcé toutes les deux, et qui nous disait, au fond, voilà, vous êtes les bienvenu.e.s sous contrôle de l'institution et vous devez remettre l'entièreté de vos matériaux, et n'allez pas vous comporter comme des touristes sur un terrain de guerre, ne vous amusez pas, par exemple, à créer des alias sur un réseau Facebook pour entrer en relation avec des terroristes. Une réponse qui nous fait beaucoup penser à ce que vous venez de dire sur cette réponse paternaliste des institutions.

Quelles autres réponses peuvent être apportées par nos institutions à la question de l'accès au terrain, en particulier lorsqu'on est placé dans une position de vulnérabilité ? Qu'est-ce qu'on peut proposer pour y remédier ? Comment poser un rapport équilibré

au terrain, avec moins de contrôle ? Et d'un autre côté, comment pallier l'absence complète de prise en charge d'accompagnement ? Je pense, par exemple, à la création très récente au CNRS d'un poste de psychologue qui permet à la fois de gérer les incidents mais aussi d'accompagner la relation avec des victimes blessées de guerre ou d'autres victimes. Je ne crois pas que cela existe ailleurs.

Quel type de proposition faire aux institutions pour mieux nous accompagner ? Est-ce qu'on peut, par exemple, pour éviter cette dépendance aux sources dont vous avez souligné l'importance, un autre enjeu important qu'on a à gérer, comment peut-on se faire par des institutions pour éviter de se voir imputer une prise de risque excessive, voire d'être considérées à l'instar de touristes venant, en goguette, sur un marché sexuel ? (Je pense à l'émission de Victoire Tuaillon, le podcast « Les couilles sur la table », sur la sociologie des séducteurs professionnels de touristes au Pérou). Donc, avec quoi peut-on s'armer sur le terrain ? Quel type d'accompagnement on peut demander à nos institutions qui nous permettrait de mieux gérer la proximité ou la distance aux sources ?

**Iris Lambert (doctorante au CERI)**

Je travaille sur des terrains dits sensibles avec des combattants, des combattantes. Et en fait, ce que vous dites m'évoque les discours paternalistes qui nous empêchent d'aller sur des terrains compliqués, que ça soit au niveau des gens qui nous entourent, des directeurs de thèse ou même au niveau administratif, parce que ces terrains en zone rouge ont été définis comme tels selon des critères qui sont parfois un peu contestables et qui, de ce fait, obligent, pour avoir des ordres de mission, à remplir des critères complètement ahurissants, notamment au niveau financier. Cela produit quelque chose que Maena a bien souligné, mais pour d'autres raisons : une ultra-dépendance à d'autres types d'acteurs, des personnes ressources qui pourraient nous aider. En fait, on ne réfléchit pas à quel point ce paternalisme nous met dans des positions de danger, cette ultra-dépendance à d'autres types d'acteurs nous rend vulnérables vis-à-vis d'eux. Je sais qu'à titre personnel, dans des terrains difficiles, avec des groupes armés, finalement, les problèmes principaux sont venus de gens blancs et européens qui ont profité de leur position d'intermédiaires pour me mettre

dans des situations de danger. Et donc, la question que je me pose, c'est aussi comment est-ce que, finalement, ce prisme du genre permet de redéfinir le danger sur un terrain sensible ? Et comment essayer de réfléchir à comment mieux se protéger ; comment remettre en question aussi les catégorisations actuelles sur ce qu'est un terrain sensible et un terrain dangereux et qui, finalement, produisent beaucoup plus de dangers qu'elles ne protègent ?

### **Janine Mossuz-Lavau (Cevipof)**

J'ai réalisé la plupart de mes grandes enquêtes, sur le rapport au politique, le genre, les relations amoureuses et la sexualité, par entretiens non directifs pour les unes et histoires de vie pour les autres.

Donc, vraiment c'est du quali sur le terrain. Au tout début, j'ai été formée par le séminaire de Guy Michelat où on apprenait la non-directivité, l'anthropologie, la neutralité bienveillante. Mais il y avait un point qui n'était pas abordé, et qui ne l'est pas trop même dans les formations d'aujourd'hui à l'entretien de recherche. Donc je voudrais dire un mot sur ce point, c'est la question du lieu. Vous pouvez contacter des gens, pour faire un entretien. La condition, c'est d'être en solo, face à face, tous les deux, et pas de témoin à l'extérieur. Et, ce que j'ai réalisé, c'est que très peu de gens disposent d'un espace-temps à eux d'au moins deux heures ou un peu plus. Dans un premier temps, vous dites « bah oui, on peut le faire chez vous, si vous voulez, moi, je me déplace ». Mais, chez eux, il y a des enfants, il y a leur mère, il y a leur compagne. Et, vu les sujets qu'on aborde, il n'est pas question qu'il y ait le moindre témoin, même derrière la cloison, qui puisse entendre. Donc, il y a la question du lieu.

Moi, du coup, chaque fois que j'ai eu à résoudre ce problème je disais « écoutez, si c'était à Paris, ça peut être chez moi, il n'y a pas de problème ». Et c'était d'ailleurs assez amusant parfois, parce qu'il y a des gens qui venaient chez moi qui me racontaient des choses parfois à la limite de la criminalité, et qui me disaient, mais vous n'avez pas peur de recevoir comme ça chez vous, toute seule ? Moi, je suis un peu inconsciente mais cette question se pose du lieu. J'ai fait des entretiens un peu

partout, dans des hôtels en région, dans des parcs publics. Il ne faut pas les faire les cafés parce qu'il y a du bruit, il y a des gens qui écoutent, ce n'est pas possible non plus. Donc, il faut vraiment chaque fois, bien, penser à cette question qui a l'air banale comme ça, mais qui est déterminante, parce que, selon l'endroit, le discours de la personne n'est pas forcément le même. Ce qui m'alertait, quand je faisais ce cours de formation à l'entretien, il y a quelques années, en master, c'était que les étudiants qui venaient voulaient tous faire une enquête. Alors, je disais, bon, comment vous allez faire, où est-ce que vous allez interroger les gens ? Ils disaient tous, ben, chez eux, ils n'avaient pas en tête une seconde qu'effectivement, que les gens n'ont pas souvent deux heures à eux où ils peuvent convier quelqu'un pour parler de quelque chose d'intime, secret. Je pense que ça devrait être plus dit, pour anticiper ce genre de difficultés.

### **Maena Berger**

C'est une question difficile de savoir ce que les institutions pourraient faire, et je n'ai pas beaucoup d'espoir. Je pense qu'une des questions majeures, c'est la formation et la préparation au terrain, en fait. C'est-à-dire que c'est nous qui devons gérer nos affaires car finalement, c'est quand même nous qui allons sur le terrain.

En revanche, pour la question du FSD (Fonctionnaire de sécurité et de défense), c'est un enfer. Je ne sais pas comment on peut modifier ça. Erbil, par exemple, a été identifié en zone rouge, Aujourd'hui, c'est peut-être plus compréhensible mais quand j'y étais, pas vraiment. J'ai réussi à avoir un ordre de mission mais on me proposait de loger dans un hôtel à 250 dollars la nuit. Je restais un mois, ce n'était donc pas possible. Si on ne respecte pas ces règles-là, on risque de perdre son contrat.

Donc, pour les FSD, je ne sais pas exactement comment ça fonctionne. Moi, les seules personnes que j'ai eues au téléphone, ce sont des personnes qui ne sont pas allées sur les terrains sur lesquels j'allais. Et de toute façon, en tant que femme, on ne perçoit

pas le terrain de la même manière que les hommes. La première fois, avant d'aller à Gaziantep, le fonctionnaire sécurité-défense m'avait stressée en me disant qu'il fallait que je fasse attention à tout, que j'allais me faire suivre, que j'allais... Sans me donner aucune clé de réponse. Enfin, on n'est pas formée non plus à crypter nos données. Donc, je ne sais pas, il faudrait être confronté à des personnes qui sont sur les terrains. Franchement, pour les institutions, je n'ai pas trop d'espoir.

C'est d'ailleurs pour cela que le collectif a été créé et pensé comme un lieu d'auto-gestion, en dehors des cadres de l'université, pour ne pas subir le paternalisme des institutions et des réponses sécuritaires qui ne conviennent pas. En revanche, créer quelque chose qui pourrait avoir potentiellement un peu de poids pour faire pression, qui ferait un peu changer les formations, la manière de percevoir le terrain, je pense que c'est une des directions à prendre

### **Janine Mossuz-Lavau**

Je partage votre scepticisme sur la possibilité pour les institutions de se saisir de ces questions. Un surcroît de règles qui, soit ne servent à rien, soit, très souvent, mettent en danger, les institutions veulent se protéger elles-mêmes plus que protéger les chercheuses et chercheurs. Je me méfie aussi vraiment de la récupération par des institutions d'initiatives comme celle-ci ou comme celle de BADASS qui perdraient leur raison d'être et qui perdraient aussi leur force si elles sont récupérées par les institutions.

Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut rien faire. Parce que ce que peuvent faire les institutions, c'est mettre à disposition des ressources. J'apprends grâce à toi, Sandrine, qu'il existe maintenant un poste de psychologue...

## **Sandrine Lefranc**

Je n'ai pas dit que cela était en place. J'ai dit que le poste avait été créé...

## **Janine Mossuz-Lavau**

Eh bien, c'est déjà pas mal. On peut imaginer plusieurs postes, même. C'est vraiment important d'apprendre que les institutions peuvent nous apporter des ressources, sur le cryptage des données ou pour ne pas mettre en danger les enquêtés. C'est aussi, quand on franchit la frontière, ne pas se faire arrêter avec son ordinateur, avec toutes les données, savoir comment écrire, prendre des notes sans mettre en danger les enquêtés. C'est quelque chose qu'on apprend sur le tas, mais parfois, on peut l'apprendre un peu tard. Le message à faire passer, ce serait de ne pas vouloir protéger les chercheurs et les chercheuses d'eux-mêmes en interdisant certaines choses, mais de s'engager vraiment à les protéger si jamais, par exemple, il y a un procès. Pour prendre l'exemple des risques juridiques, que les institutions soient vraiment là à soutenir leur personnel et pas à essayer de baliser à l'avance là où il y a des terrains trop risqués et où on ne voudrait surtout pas prendre le risque d'avoir un jour à défendre une personne qui serait allée dans cette région, qui aurait fait des entretiens avec des djihadistes. Ça, c'est catastrophique, on connaît tous et toutes des chercheurs et des chercheuses qui ont contourné les interdictions en se mettant encore plus en danger.

Et sur la question des lieux, je pense qu'on a un rapport très différent aux lieux appropriés pour mener un entretien en fonction de qui on est, un homme et une femme. Faire un entretien chez une personne, c'est quelque chose qui semble toujours mieux du point de vue de l'enquête ethnographique par immersion, mais ce n'est pas forcément le choix qu'on a envie de faire. Je pense qu'il faudrait aussi enseigner la pratique de l'entretien en partant de la dette que l'on a en tant que chercheuse qui demande un entretien à quelqu'un, qui, comme vous le dites, demande à une personne

de consacrer gratuitement deux heures de son temps. On se met dans une position de dette. L'autre élément sur lequel Isabelle Clerc a écrit, qui me semble très important, c'est que le script de l'enquête par entretien ressemble beaucoup au script d'une invitation sexuelle. On demande à une personne de consacrer du temps, de la rencontrer dans un espace. En fait, ça ressemble beaucoup à un *date*. C'est la même façon de procéder. On va écrire, on va téléphoner en disant : est-ce que vous voulez bien me consacrer un peu de temps pour aller boire un verre ? Je pense qu'il n'y a pas de façon de s'en protéger totalement parce qu'on est forcément en dette quand on fait une enquête. En revanche, il faut en avoir conscience et avoir conscience des possibles ambiguïtés.

### **Sandrine Lefranc**

J'ai une double question sur ce sujet précisément. D'abord, je voulais savoir si quelqu'un dans le jury de thèse que tu as évoqué tout à l'heure, Marielle, a réagi à cette injonction du collègue de se libérer, de se désinhiber et d'aller sur le terrain « en vrai mec ». Ça, c'est une première question anecdotique.

La deuxième question est très concrète. Comment transformer une relation d'entretien en dette bien gérée ? Penses-tu qu'il faudrait, par exemple, pour progresser vers une approche non viriliste du terrain, réintroduire des formulaires de consentement ? Est-ce qu'on n'y perd pas ? Par rapport à un modèle masculin de la pratique de l'enquête dans ce que vous avez évoqué, quel type de garde-fous peut-on introduire ?

### **Marielle Debos**

La jeune docteure dont je parlais, elle s'est très bien défendue. Je n'ai pas pu répondre puisque j'avais déjà pris la parole mais j'ai trouvé que sa réponse était excellente.

Réintroduire ou non des formulaires de consentement, c'est une question complexe. Plus fondamentalement : est-ce qu'on est là pour protéger les gens ? Doit-on ou veut-on protéger les gens d'eux-mêmes ? De ce qu'ils voudraient révéler, de la possibilité de parler d'une expérience traumatisante, qui ait des conséquences sur leur santé mentale ? Est-ce notre rôle ? Il faut peut-être laisser les enquêtés décider de quoi ils et elles vont parler et ce qu'ils et elles voudront bien révéler. La position qui consiste à dire « ce n'est pas notre rôle », je l'entends mais ayant travaillé sur des terrains en guerre avec des personnes vulnérabilisées, qui ne pouvaient pas dire non à l'entretien, avec ces femmes qu'on m'a amenées en disant « vas-y, parle-leur », je trouve que ce n'est pas suffisant.

Une autre chose aussi me semble délicate : ce qu'on imagine être traumatisant pour une personne n'est pas forcément ce qu'elle veut révéler, ce qu'elle va vivre mal. On peut vouloir protéger une personne d'elle-même en n'abordant pas, par exemple, les violences qu'elle aurait pu subir quand elle était en rébellion, alors qu'en fait, c'est peut-être la stigmatisation post-lutte armée qui est difficile pour elle. On ne sait pas, on ne sait jamais ce qui est difficile pour une personne.

## **Soazig Dollet**

Des parallèles ont-ils été faits avec d'autres secteurs d'activité ? Moi, j'ai travaillé dans une ONG auprès de journalistes pendant plusieurs années, à Reporters sans frontière, dans laquelle on a beaucoup travaillé à la sécurité, moins des fixeurs que de l'ensemble des acteurs de l'information, en essayant de sensibiliser les médias à faire en sorte que des mesures soient prises. C'était très peu généré mais avec une vraie prise en compte de la sécurité des acteurs locaux. Je me souviens d'avoir discuté avec des gens de Noria, le groupe de recherche, qui était en relation avec le ministère des Affaires étrangères pour l'accès à des terrains sensibles ou en guerre. Mais dans quelle mesure n'y a-t-il pas déjà des actions mises en place dans d'autres secteurs d'activité, dont le secteur académique pourrait s'inspirer, où, par exemple, il y aurait des psychologues ou en tout cas, certaines démarches ? Les médias ont été

sensibilisés à prendre en compte certains de ces aspects, dans leur accompagnement de journalistes et notamment d'acteurs locaux.

### **Maena Berger**

Je veux juste rebondir sur les médias. Effectivement, elles n'ont pas du tout pris en compte cette question genrée. En fait, il y a beaucoup de similitudes, et notamment avec les reporters de guerre femmes ou les fixeuses. Il n'y a absolument aucune prise en charge...Ni pour les fixeuses ni pour les femmes reporters de guerre, par exemple, qui se font agresser sur leur terrain soit par leurs collègues, soit par leurs fixeurs. C'est très compliqué. Ce n'est pas une injonction à l'intimité, mais c'est de fait une intimité qui est là, qui est physique, qui est présente. Et il n'y a aucune prise en charge. En plus il n'y a pas de prise de parole de ces femmes-là, puisqu'elles sont dans un univers très viriliste où, en fait, on peut être confrontée aux mêmes problématiques que celles que j'évoquais, avoir peur de se décrédibiliser et de plus pouvoir être envoyée sur des zones de guerre si on met en évidence ces contraintes. Il y a vraiment un non-dit là-dessus.

D'ailleurs, par exemple, une journaliste s'est fait agresser par plusieurs hommes sur la Place Tahrir, en Égypte pendant la Révolution.

### **Janine Mossuz Lavau**

Oui, Lara Logan.

## **Maena Berger**

Oui, il y en a eu plusieurs, des Égyptiennes aussi. Mais là, en l'occurrence, ce qui est intéressant, c'est que la journaliste en question se fait agresser sexuellement en direct. On arrive à l'extraire de la foule. Et elle a quand même envoyé son reportage. Mais elle ne dit pas qu'elle s'est fait agresser à ses rédacteurs en chef, en expliquant que si elle s'était fait tirer dessus, ça aurait été héroïque et elle aurait fait la une des journaux et on en aurait parlé, alors que l'agression sexuelle est une honte, c'est « sale », ce n'est pas héroïque.

## **Janine Mossuz Lavau**

Comment s'appelle-t-elle ?

## **Maena Berger**

Caroline Sinz (France TV). Il y a un vrai non-dit sur ces questions de violence sur le terrain spécifique aux femmes.

## **Marielle Debos**

Ici, le mouvement est parallèle avec la requalification très progressive du viol et de la violence sexuelle.

Dans le monde académique, on a un vrai retard sur les journalistes sur ces questions-là, notre accompagnement est quasiment inexistant. L'autre question, sur la protection

des sources, est aussi importante. La protection des sources est mise en danger actuellement pour les journalistes. Cette, protection n'existe même pas pour nous. Je pense à Thierry Dominici qui faisait sa thèse sur la violence nationaliste en Corse et qui a vu la police débarquer et saisir l'ensemble de son travail de thèse à quelques mois de sa soutenance. C'est un vrai problème.

### **Sandrine Lefranc**

C'est une question qu'on avait posée dans cette même salle au magistrat déjà évoqué. Lui et sa collègue, ils ont été extrêmement clairs : nous ne sommes que de simples citoyens. Nous devons remettre nos sources aux mains de la justice.

### **Nonna Mayer**

Tout cela déborde largement les questions du genre. Et on glisse vite des violences sexuelles faites aux femmes aux violences qui touchent toutes les catégories, notamment nombre de jeunes chercheurs qui partagent avec les femmes la jeunesse et la précarité du statut. Donc, ça vaudrait la peine d'avoir une discussion plus large pas seulement par sexe. Il me semble qu'il y a des points communs qui touchent à l'éthique, à la protection des données à la protection de la personne. Et puis, un conseil, peut-être, pour les femmes, pratiquer un sport de combat, le karaté par exemple. Cela donne confiance en soi et permet d'aborder le terrain dans des meilleures conditions.

**Sandrine Lefranc**

Il y a des stages assurés par les gendarmes...

**Marielle Debos**

Il y a aussi des organisations féministes qui proposent de super stages d'autodéfense !

**Sandrine Lefranc**

On essaie d'en organiser un ici.

**Floriane Soulié-Caraguel** (doctorante en science politiques à Paris 1)

Les associations qui font de l'autodéfense des femmes peuvent souvent se faire financer par leur institution en montrant qu'elles œuvrent à la sensibilisation aux violences de genre. Ma question porte sur les usages des formulaires de consentement, sont-ils pertinents, peuvent-ils nous aider ? Moi, j'ai l'impression, comme avec la question des FSD, que finalement, ça protège plus l'institution. Ce n'est pas parce qu'on signe un formulaire de consentement qu'on perçoit vraiment le cadre. On ne sait pas ce à quoi on consent quand on le signe, comment il sera utilisé. Finalement, je ne suis pas sûre que ça aide vraiment.

Je le dis ça parce que je voulais revenir à une anecdote qu'une collègue doctorante m'a racontée et que je trouve pertinente. C'était typiquement, une situation de sexualisation d'entretien, qui était extrêmement difficile à gérer pour elle et pour essayer, en situation, de reprofessionnaliser l'entretien, elle a sorti son ordinateur. Moi, ça m'a beaucoup marquée parce que je me disais que, typiquement, la formation à la recherche ne nous pousse pas à réfléchir à la relation d'entretien, à la situation d'entretien, autour des différentes manières dont on peut la transformer et notamment la professionnaliser en situation, en ressortant des papiers, en sortant, en affichant le guide d'entretien, en apprenant comment on peut aussi utiliser des outils et des objets pour transformer la situation d'entretien.

J'avais aussi une question par rapport à ce que vous disiez sur la façon de choisir les risques que nous pouvons prendre. C'est une question qui a émergé dans un atelier, organisé par le collectif. Quand on commence un mémoire ou une thèse, notamment parce qu'on est mal formé, en général, il y a plein de choses qu'on ne réalise pas. C'est difficile de savoir dans quelle mesure à ce moment-là, on est capable de définir ce qui nous paraît possible de faire sur le terrain. On en fait une décision individuelle, la responsabilité se déplace en fait sur la doctorante ou le doctorant, et cela est très difficile à gérer quand on n'a jamais fait de terrain, quand on ne sait pas à quoi on s'engage, quand on ne sait pas ce qu'on va trouver ni de quelle manière négocier son enquête. Peut-être qu'en tant qu'encadrante ou connaissant d'autres encadrantes et encadrants vous avez des éléments de réponse ?

### **Marielle Debos**

En fait, j'insistais sur ce point pour justement ne pas retomber dans l'injonction paternaliste à la prudence et qu'il n'y ait pas de stigmatisation des chercheuses qui ont pris des risques. C'est pour ça que dans le texte, je parle d'une agression. Je dis aussi que j'ai pris délibérément des risques. Aujourd'hui, je me dis juste que j'ai eu beaucoup

de chance de ne pas avoir rencontré plus de difficultés et de ne pas avoir subi plus de violences, , dans ma jeunesse, quand j'étais en thèse, j'étais une vraie tête brûlée.

Je ne voudrais surtout pas qu'il y ait un jugement, surtout pas un jugement moral ou même un jugement professionnel du type, « elle l'a bien cherché ». D'où mon insistance dans le texte sur le fait que les seules stratégies d'enquête légitimes de mon point de vue sont celles que les chercheuses adoptent et assument. En fonction des étapes de notre vie, on peut aussi faire des choix différents.

Mais ce que vous dites est important. Quand on commence une enquête, par définition, on ne sait pas, on ne peut pas décider de façon théorique et abstraite là où on va poser les limites. Ça n'a pas de sens de dire, « moi, je ferai des entretiens, mais dans tel et tel contexte, et pas dans tel et tel lieu, et pas dans tel et tel autre ». On peut toujours le dire, mais concrètement, ça ne se passe pas comme ça. Peut-être que la seule solution, pour les encadrantes, c'est d'avoir des discussions régulières avec les doctorantes et les doctorants, et pas simplement une discussion avant le terrain, mais une discussion pendant le terrain et après le terrain.

### **Janine Mossuz Lavau**

Je dirais qu'il faut une « préparation » des personnes qui vont aller sur le terrain, notamment des jeunes chercheurs. Je pense qu'on doit tous et toutes reconnaître quand on a fait ce genre d'enquête, qu'il y a une part de « bricolo », absolument nécessaire, inévitable, et chacun et chacune adapte, au fond, sa manière de faire à la situation, Et notamment, il y a une chose qui est importante c'est que chaque personne rencontrée est un être humain, avec son histoire, ses problèmes, ses souffrances, ses moyens.

Enfin, on se rend également compte que personne n'a jamais pu raconter sa vie pendant deux heures à quelqu'un sans être interrompu. Faites l'expérience,

commencez à raconter une histoire de votre vie, ou un morceau important de celle-ci, vous sentez bien très vite, au bout d'un moment, que la personne en face de vous, même si c'est un très bon ami, une très bonne amie, est en train d'attendre le moment où elle va pouvoir dire, « ah, c'est comme moi » et raconter son histoire. Alors là, ces personnes qu'on interviewe, pendant le temps qu'il leur faut, elles vont vous raconter leur vie et vous dire, très souvent, au bout d'un moment, ça, je ne l'ai jamais raconté à personne, et vous en avez qui ne veulent pas s'arrêter. Donc, il faut savoir aussi comment on fait. Je vous donne deux exemples complètement différents.

Il y a une fille...c'est moi qui l'ai arrêtée au bout de trois heures, parce que je n'en pouvais plus, parce qu'elle avait des problèmes énormes, et elle était hypermnésique. Donc, la moindre chose dont elle parlait, elle racontait jusqu'à à la couleur des rideaux dans la pièce ce jour-là. Il y a un moment, où avec le plus de tact possible, il fallait l'arrêter. Un autre exemple, c'était une femme, de milieu populaire, qui n'avait jamais parlé à personne de ses problèmes, liés à l'acte conjugal, à son insatisfaction...et plus elle parlait, plus j'avais l'impression qu'elle retrouvait une espèce de remise de forme, j'ai l'impression qu'elle se sentait de mieux en mieux. Ca a duré au moins trois heures et demie, je ne sais plus, elle devait de toute façon rentrer à cause de ses enfants, c'est elle qui a arrêté mais je sentais qu'elle en avait besoin et qu'elle n'avait jamais eu d'autres occasions dans sa vie de parler d'elle. Donc, là aussi, il faut être prêt à ce genre de choses, et ce n'est pas quelque chose non plus qu'on m'a enseigné. On m'a appris à écouter, mais pas à prendre un peu la personne en charge, mentalement, pour qu'elle sente, qu'elle pouvait tout raconter pour une fois. Ca aussi, c'est le terrain qui vous l'apprend très vite.

Enfin, j'ai l'impression que la manière dont l'entretien peut être cadré dépend aussi du rapport que les enquêtés ont par rapport à leur objet. Par exemple, quand vous parlez du deuxième entretien sur les fixeurs syriens, ils n'ont quasiment jamais parlé de leur expérience professionnelle, de leur trajectoire de vie, des difficultés professionnelles auxquelles ils peuvent être confrontés. Ils sont moins en capacité de mettre en récit leur vie que les reporters de guerre qui, eux, sont beaucoup plus à l'aise avec la

situation d'entretien, très habitués à parler d'eux et en plus dans une posture très héroïque.

Alors, évidemment il ne s'agit pas de dire que les reporters agressent, que les fixeurs n'agressent pas. Mais j'ai l'impression que...le fait d'être perçu, par exemple, moins comme un allié que comme quelqu'un qui va les confronter, comme c'est le cas pour les reporters de guerre, les confronter dans leur identité professionnelle, dans leur utilité professionnelle, la concurrence dans laquelle ils peuvent être avec des fixeurs aussi, cela va les mettre dans des positions inconfortables. Et j'ai l'impression que sur le registre de la sexualité aussi, l'enquête n'est pas forcément quelque chose de sexualisant au sens propre, la sexualisation est plutôt un outil utilisé pour réinstaurer un rapport de domination dans l'enquête

**Elisabeth Miljkovic** (doctorante au CERI)

Je voulais vous remercier infiniment, toutes les deux, et Nonna Mayer. Ce type de séminaire fait beaucoup de bien, comme la fréquence de ces discussions. Je voudrais déborder un peu de la question du genre, évoquer les personnes qui ont un handicap, je trouve qu'on a tout intérêt aussi à déviriliser les enquêtes pour cette dimension-là aussi. Moi à titre personnel, j'ai un handicap invisible et je sens aussi peser sur moi cette injonction à faire le terrain d'une certaine manière, me rendre disponible un certain nombre d'heures en immersion par exemple.

J'ai fait un terrain sur un camp de chrétiens et chrétiennes orthodoxes, et donc, il y a un rythme de vie particulier mais je ne peux pas, normalement, au quotidien, me lever aux heures où elles se lèvent .

Donc là, typiquement, il faut se forcer, parce que sinon, c'est nuire au rythme naturel de l'enquête. Je pense qu'il y a tout intérêt à penser ces questions-là en articulation

avec d'autres choses, celles qui ont été mentionnées tout à l'heure à propos de la personnalité, du genre de mouvement mais il y a aussi les questions de handicap.

**Lucie Revilla**, chargée de recherche CNRS à l'IMAF

Ce type d'événement me fait beaucoup de bien aussi, pour ma vie et pour mon enquête. Je n'ai pas vraiment de question mais une réflexion qui a davantage rapport, non pas strictement avec le terrain lui-même, mais plus avec la manière de le valoriser dans le monde académique et dans le monde professionnel. Pourquoi un tel silence sur ces violences, depuis aussi longtemps, sur les violences sexuelles et sexistes dans ces milieux ? La réponse que j'ai un peu spontanément, qui, quand même m'a pris du temps, est que cela rend vulnérable sur le marché de l'emploi académique.

On a évoqué la précarité, mais en fait, on est dans un contexte de si grande précarité que nous, avec plusieurs collègues, on se dit mais c'est *Hunger Games*, en fait, c'est arrivé à ce stade-là. Pour moi, cette forme de silence sur ces violences, c'est un outil de sélection sociale, genré mais aussi racialisé. Alors, on en parle, et tant mieux, mais ça va se traduire comment ? Parce qu'on a beaucoup parlé d'idéalisation, d'immersion, de fétichisation des terrains violents, d'injonction à l'intimité, mais ce sont des choses qui ont été érigées en pratiques professionnelles, en normes scientifiques. Et on en parle de manière désincarnée, mais en fait, quand on parle de virilisation de de l'enquête, pour moi, il y en a à qui ça fait gagner des points sur le marché de l'emploi, d'autres à qui ça en fait perdre, et il se trouve que c'est surtout des femmes à qui ça en fait perdre ! Même si c'est en train de changer, fort heureusement.

Quant aux cours d'auto-défense, je suis à fond pour, c'est super, mais on a beau être la championne du monde de boxe thaï, en fait, on peut quand même se faire violer. Ce sont des choses qui me posent question. Il y a à peu près dix ans que je vis dans

ce milieu, et je vois le nombre de collègues, d'amis que j'ai perdus, parce qu'ils abandonnent après un trauma sur le terrain, ou ailleurs, après des difficultés institutionnelles. Voilà, pour moi, les VSS, c'est un outil de sélection sociale, en fait, envers les faibles, enfin, les gens qu'on construit comme faibles, parce qu'on parle souvent des gens qui sont infériorisés, mais moins des gens qu'on met sur un piédestal.

### **Orian Lempereur Castelli (Ecole doctorale)**

Bonjour Je suis lecteur à Sciences Po, en sciences politiques, et je voulais poser une question qui est un peu décalée. Est-ce qu'il y a des réflexions qui ont été lancées sur le même thème, sur la positionnalité en tant que personne *queer* sur le terrain ? Ça renvoie à des questions très concrètes. Vous, en tant que femme, est-ce que, quand vous êtes sur le terrain, vous vous maquillez ou pas ? Je suis sur le terrain, et parfois, je me dis, est-ce que je pourrais mettre le vernis que je mets le samedi pour sortir ? Et le lundi, j'ai un entretien. Est-ce que j'arrive à mettre mes boucles d'oreilles ?, etc. Et du coup, moi, j'ai fait le choix d'aller comme je suis, et ça se passe plutôt bien, j'ai eu de la chance. Mais c'est une question qu'on n'a pas pu trop aborder en cours, même à Sciences Po.

J'avais une deuxième remarque sur la perspective féministe de l'ethnographie que vous avez évoquée. Comment interroger des personnes touchées par un drame ?

### **Maena Berger**

Merci beaucoup pour ta question. Sur le sujet de notre transformation sur nos terrains pour moi, c'est très différent selon les moments. J'ai eu des moments de ras-le-bol c'est vrai, j'ai changé...Par exemple, je me suis coupé les cheveux très, très courts avant d'aller en Turquie, c'était un nouveau terrain et il y avait un peu ce côté de rentrer

dans une démarche... de me déssexualiser. Les cheveux longs étant perçus comme quelque chose de très sexualisé, j'ai voulu me déssexualiser, je m'habillais très large et je ne portais pas de maquillage. En fait, ça n'empêche pas grand-chose.

## **Marielle Debos**

Sur la question du handicap, je suis absolument d'accord, c'est une question féministe à part entière.

Sur « pourquoi un tel scénario ? », « qu'est ce qui fait notre vulnérabilité ? », je pense qu'on est aussi vulnérables au harcèlement purement sexiste et sexuel de la part des collègues, des directeurs de thèses. Ça, ce n'est pas sur le terrain et c'est une question qu'on n'a pas abordée aujourd'hui, mais je pense que des carrières se jouent aussi beaucoup là-dessus. On connaît toutes des jeunes chercheuses qui ont abandonné, pas parce que leur terrain était difficile, mais parce que la direction de thèse se passait mal ou parce qu'il y avait des problèmes avec des hommes seniors dans leur champ d'études.

Sur la question d'être *queer* sur le terrain, je vais vous dire quelques mots de mon expérience. Quand j'ai fait cette enquête de terrain au Tchad, à l'époque, j'étais une femme hétéro en couple avec un Palestinien, ce qui me protégeait parce que je pouvais en parler. Après je suis devenue lesbienne et ça a rendu plus dangereuse l'enquête de terrain au Tchad, dans un pays où l'homosexualité est criminalisée. C'est dangereux. J'y retournerai dans certaines circonstances et avec certaines précautions... Je suis invitée à présenter un livre dans une conférence, j'ai encore des amis, des enquêtés, avec qui j'ai des liens forts sur place, mais je ne ferais pas du terrain de la même façon. Cette question est super importante. Est-ce que c'est légal ? Est-ce qu'on peut être *out* sans être mis en prison ? Est-ce qu'on est en danger physiquement ? Si c'est juste mettre en danger son terrain, j'ai envie de dire que ce n'est pas si grave, mais se mettre en danger soi et sa sécurité, c'est autre chose.

Ca me fait penser à quelque chose que j'ai beaucoup lu et entendu : « j'ai joué la stratégie de la naïve, parce que c'était la meilleure façon de procéder ». Ce qui revient à jouer du sexisme de l'interlocuteur et l'utiliser pour faire son enquête et ne pas attirer la méfiance. C'est une stratégie que j'ai pu moi-même utiliser. Beaucoup de nos interlocuteurs sont sexistes et vont penser qu'on ne comprend rien, surtout à la politique et la guerre, quand on est une femme. Mais à un moment, je me suis dit : est-ce que j'ai envie de jouer cette stratégie ? Est-ce que ça m'amuse d'être considérée comme la chercheuse naïve qui, même par stratégie délibérée, joue du sexisme de l'interlocuteur ? On peut faire le choix de ne pas jouer la stratégie de la naïveté, comme on peut faire le choix, à un moment, de rester qui on est et de ne pas se transformer sur le terrain.

### **Nonna Mayer**

Oui, on ne peut pas, il ne faut pas tricher. Il y a un moment où qui on est se voit.

### **Janine Mossuz Lavau**

Une anecdote. J'ai fait, à un moment, une enquête sur la prostitution. J'ai interviewé des prostituées.

Je suis devenue copine avec une d'entre elle, elle avait confiance en moi. Et quand j'ai voulu prolonger l'enquête en faisant des entretiens avec des clients de prostituées, j'ai pu interviewer un de ses habitués. Elle m'a raconté par la suite qu'il était très, très content de cet entretien, ça lui avait fait beaucoup de bien. Vous voyez, ce qui est formidable dans nos métiers respectifs, c'est que nous faisons du bien aux gens.

## **Nonna Mayer**

Ça me semble le mot de la fin ! Encore merci à vous deux. On va essayer de faire remonter certaines des choses qui ont été dites dans nos institutions respectives pour améliorer la formation à l'enquête de terrain et aux risques spécifiques rencontrés par les femmes.